

ESTRATEGIAS EMERGENTES PARA EL DESARROLLO DE LA PROTECCIÓN DE DATOS ,

SRS PRESIDENT DE LA RED IBEROAMERICANA DE PROTECCIÓ DE DADES,

MONSIEUR LE PRESIDENT DE L'ASSOCIATION DE LA FRANCOPHONIE

BENVOLGUTS COL.LEGUES,

LA PRIMERA TROBADA CONJUNTA DE LES XARXES DE PROTECCIÓ DE DADES DE LA FRANCOFONIA I IBEROAMERICA, ES UN FORUM EXCEL·LENT PER AL DEBAT I L'INTERCANVI D'EXPERIENCIES, ENTRE ELS PAISOS QUE EN FORMEM PART, I QUE BEN SEGUR APORTARAN CONCLUSIONS INTERESSANTS PER A TOTS. L'AGENCIA ANDORRANA DE PROTECCIÓ DE DADES TE L'HONOR D'HAVER ESTAT ADMÉS EN AMBDUES XARXES, I TOT I QUE LA NOSTRA PARTICIPACIÓ PRESENCIAL ESTÀ LIMITADA PER LES PROPIES DIMENSIONS DE L'AGENCIA PODEM AFIRMAR QUE LES SEVES APORTACIONS ENS HAN PERMÉS ANAR CONSOLIDANT UNA VERITABLE CULTURA DE PROTECCIÓ DE DADES AL PRINCIPAT D'ANDORRA, DONADA LES ESPECIALS CARACTERISQUES DE LA TROBADA EM PERMETREU QUE PRESENTI EL MEU EXPOSAT EN LES TRES LLENGÜES FRANCES, ESPANYOL I CATALA.

ON NE PEUT PAS COMPRENDRE L'ANDORRE SANS TENIR COMPTE DE L'INFLUENCE DE LA COUTUME ET LA TRADITION, ET POUR CELA JE ME PERMETS DE VOUS PARLER SUR LA PRINCIPAUTE TRES GENERIQUEMENT.

LA PRINCIPAUTE D'ANDORRE EST SITUÉE AUX CONFINS DE LA FRANCE DU SUD ET DE L'ESPAGNE DU NORD, DANS LA PARTIE ORIENTALE DE LA CHAÎNE DES PYRÉNÉES. AVEC SES 468 KM², ANDORRE RESTE L'UN DES PLUS PETITS ÉTATS DU MONDE; PAR COMPARAISON, LA FRANCE COMPTE UNE SUPERFICIE DE 543 965 KM², L'ESPAGNE, 504 748 KM². PAR RAPPORT À SES DEUX GRANDS VOISINS, ANDORRE PARAÎT PRESQUE UN ÉTAT LILLIPUTIEN. ANDORRE A ÉTÉ ADMIS AUX NATIONS UNIES EN 1993 ET EST ÉGALEMENT MEMBRE DU CONSEIL DE L'EUROPE DEPUIS 1994.

DU POINT DE VUE ADMINISTRATIF, ANDORRE EST DIVISÉE EN SEPT COMMUNES APPELÉES ENCORE «PAROISSES»: ANDORRA LA VELLA, CANILLO, ENCAMP, ESCALDES-ENGORDANY, LA MASSANA, ORDINO ET SANT JULIÀ DE LÒRIA. CERTAINES PAROISSES SONT ELLES-MÊMES DIVISÉES EN «QUART», D'AUTRES EN «VEÏNATS» (OU «VOISINAGES»).

POLITIQUEMENT, DE 1368 À 1993, ANDORRE A ÉTÉ PLACÉE SOUS LA SOUVERAINETÉ DE DEUX CO-PRINCES. TRADITIONNELLEMENT, IL S'AGIT DU CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS ET DE L'ÉVÊQUE DU DIOCÈSE ESPAGNOL DE SEO DE URGEL (EN CATALOGNE). JUSQU'EN 1993, CEUX-CI POUVAIENT, DU MOINS EN PRINCIPE, EXERCER CERTAINS DROITS DE VETO, NOTAMMENT SUR LES AFFAIRES EXTÉRIEURES. EN 1993, SE DOTANT D'UNE NOUVELLE CONSTITUTION, ANDORRE EST DEVENUE UN ÉTAT AUTONOME DE SES CO-PRINCES. DEPUIS LORS, LES DEUX CO-PRINCES CONTINUENT D'ASSUMER «CONJOINTEMENT ET DE FAÇON INDIVISE» LA PLUS HAUTE REPRÉSENTATION POLITIQUE DE LA PRINCIPAUTE, MAIS ILS EXERCENT MAINTENANT LEURS FONCTIONS «À TITRE PERSONNEL ET EXCLUSIF» (ART. 43 DE LA CONSTITUTION). L'ÉTAT ANDORRAN N'ENTRETIENT PAS D'ARMÉE.

AUTREMENT DIT, CE N'EST NI LA FRANCE NI L'ESPAGNE QUI EXERCE LA PLUS HAUTE REPRÉSENTATION POLITIQUE DE L'ÉTAT, MAIS LES CO-PRINCES, ET CE, À TITRE STRICTEMENT INDIVIDUEL, LA PRINCIPAUTE DEMEURANT POLITIQUEMENT SOUVERAINE.

LA PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE NE COMPTE QU'UNE SEULE CHAMBRE D'ASSEMBLÉE: LE CONSEIL GÉNÉRAL DES VALLÉES OU CONSELL GENERAL DE LAS VALLS (28 SIÈGES, AVEC DES MEMBRES ÉLUS AU VOTE POPULAIRE DIRECTE DONT 14 DANS UNE SEULE CIRCONSCRIPTION NATIONALE ET 14 POUR REPRÉSENTER CHACUNE DES SEPT «PAROISSES».

PAR AILLEURS, LA PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE PRÉSENTE DES CARACTÉRISTIQUES POLITIQUES PARTICULIÈRES. EN EFFET, ELLE N'EST NI MEMBRE DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN, NI CANDIDATE À L'UNION EUROPÉENNE ET N'A PAS SIGNÉ D'ACCORD DE COOPÉRATION DOUANIÈRE AVEC L'UNION. CEPENDANT, EN 1990, ELLE A SIGNÉ UN ACCORD PARTIEL D'UNION DOUANIÈRE AVEC LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE; LA MONNAIE EST L'EURO.

ENFIN, EN 2004, ANDORRE EST DEVENUE «MEMBRE ASSOCIÉ» DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF). PUIS, LA PRINCIPAUTÉ A ÉGALEMENT ÉTÉ ADMISE À LA CUMBRE DE ESTADOS IBEROAMERICANOS («SOMMET DES ÉTATS LATINO-AMÉRICAINS») AINSI QU'À L'UNION LATINE; LE CATALAN, LANGUE OFFICIELLE DE LA PRINCIPAUTÉ, EST AINSI DEvenu LA SIXIÈME LANGUE DE L'UNION LATINE APRÈS L'ESPAGNOL, LE FRANÇAIS, L'ITALIEN, LE PORTUGAIS ET LE ROUMAIN (MAIS SEULS L'ESPAGNOL, LE FRANÇAIS, L'ITALIEN ET LE PORTUGAIS CONSTITUENT LES LANGUES DE TRAVAIL). LA PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE EST AUSSI DEVENUE LE 22E MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ IBÉRO-AMÉRICAINNE (PAYS DE LANGUE ESPAGNOLE OU PORTUGAISE).

LA MODERNISATION ATTEINT SON APOGÉE LE 14 MARS 1993 AVEC L'APPROBATION VIA RÉFÉRENDUM, DU TEXTE CONSTITUTIONNEL DÉFINISSANT LE PAYS COMME UN ÉTAT DE DROIT, DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL.

PENDANT BEAUCOUP DE TEMPS PAUVRE ET ISOLÉ, IL A OBTENU UNE PROSPÉRITÉ REMARQUABLE DEPUIS LA II GUERRE MONDIALE À TRAVERS DU TOURISME ET, SPÉCIALEMENT, PAR SA CONDITION DE PLACE FINANCIÈRE.

LA POPULATION DE L'ANDORRE EN 2008 ÉTAIT DE 84.484 HABITANTS, DESQUELS 31.636 ÉTAIENT ANDORRANS, 27.300 ESPAGNOLS, 13.794 PORTUGAIS, 5.214 FRANÇAIS ET 6.540 AUTRES NATIONALITÉS. GRÂCE À UNE POLITIQUE VOLONTAIRE DE CARACTÈRE RESTRICTIF, POUR ACQUÉRIR LA NATIONALITÉ, DE TOUS LES HABITANTS AVEC UNE NATIONALITÉ ANDORRANE, SEULEMENT 53,1 % ÉTAIENT NÉS EN ANDORRE. ET ENCORE, LE NOMBRE TOTAL DE CITADINS ANDORRANS ONT SIGNIFICATIVEMENT CRÛ DANS LES DIX DERNIÈRES ANNÉES.

DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES L'ÉVOLUTION DE LA PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE A ÉTÉ TRÈS POSITIVE AU COURS DES VINGT DERNIÈRES ANNÉES, À COMPTER A LA PARUTION DU CODE DE L'ADMINISTRATION, LE 10 AVRIL 1989; MAIS SURTOUT DE L'APROBATION, VALIDÉE PAR LE RÉFÉRENDUM DU 14 MARS 1993, ET DE LA PROMULGATION, DE LA CONSTITUTION.

L'ARTICLE 14 DE LA CONSTITUTION, PROCLAME PARMIS LES DROITS FONDAMENTAUX DE LA PERSONNE ET LES LIBERTÉS PUBLIQUES, LA GARANTIE DU DROIT À L'INTIMITÉ, À L'HONNEUR ET À LA PROPRE IMAGE ; EN DÉCLARANT QUE CHACUN A LE DROIT D'ÊTRE PROTÉGÉ PAR LES LOIS CONTRE LES INTROMISSIONS ILLÉGITIMES QUE SE PRODUIRAIENT DANS LA VIE PRIVÉE OU FAMILIALE.

ET C'EST AU DÉVELOPPEMENT DE CE DROIT FONDAMENTAL QU'OBÉIT LA LOI 15/2003, DU 18 DÉCEMBRE, QUALIFIÉE, SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.

LE CADRE JURIDIQUE DE BASE EN VIGUEUR, D'APPLICATION DIRECTE, EN LA MATIÈRE DES DONNÉES PERSONNELLES EST CONSTITUÉ PAR :

LA CONSTITUTION DE LA PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE ;

LA LOI 15/2003, DU 18 DÉCEMBRE, QUALIFIÉE, SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES ;

LA CONVENTION EUROPÉENNE POUR LA PROTECTION DES DROITS HUMAINS ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES

CONVENTION 108 DU CONSEIL DE L'EUROPE ;

LE PROTOCOLE ADDITIONNEL RELATIF AUX AUTORITÉS DE CONTRÔLE ET AU FLUX TRANSFRONTIÈRES DE DONNÉES ;

AUXQUELS TEXTES IL FAUT AJOUTER, ENTRE AUTRES, LE RÈGLEMENT DE L'APDA, APPROUVÉ PAR LE DÉCRET DU 1ER JUILLET 2004, ET LE RÈGLEMENT DU REGISTRE PUBLIC D'INSCRIPTION DE FICHIERS DE DONNÉES PERSONNELLES, ÉGALEMENT APPROUVÉ PAR UN DÉCRET DU 1ER JUILLET 2004.

L'ENSEMBLE DES DÉCISIONS DU TEDH, EN TANT QUE JURISPRUDENCE, SERA AUSSI PRIS EN CONSIDÉRATION, SUIVANT LE SYSTÈME EUROPÉEN DE PROTECTION DES DONNÉES DANS LEQUEL S'INTÈGRE L'ANDORRE APRÈS LA RATIFICATION DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DE 1950.

L'ARTICLE 3.4 DE LA CONSTITUTION PRÉVOIT QUE LES TRAITÉS ET LES ACCORDS INTERNATIONAUX S'INTÈGRENT DANS L'ORDRE JURIDIQUE ANDORRAN DÈS LEUR PUBLICATION AU BULLETIN OFFICIEL DE LA PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE, ET NE PEUVENT ÊTRE MODIFIÉS OU ABROGÉS PAR LA LOI.

L'ANDORRE A RATIFIÉ LA CONVENTION DU CONSEIL DE L'EUROPE POUR LA PROTECTION DES PERSONNES À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL (CONVENTION STE 108) ET LE PROTOCOLE ADDITIONNEL (FF 2003 1977) CONCERNANT LES AUTORITÉS DE CONTRÔLE ET LES FLUX TRANSFRONTIÈRES DE DONNÉES, EN 2007 AVANT DE LA METTRE EN VIGUEUR AVEC EFFET AU 1ER SEPTEMBRE 2008. DEPUIS CETTE DATE, LA LOI SUR LA PROTECTION DE DONNÉES PERSONNELLES (LQPD) DOIT SATISFAIRE AUX NOUVELLES EXIGENCES.

IL FAUT REMARQUER QUE LE MODÈLE ANDORRAN de PROTECTION de DONNÉES EST BASÉ SUR LA RECONNAISSANCE D'UN DROIT FONDAMENTAL. CELA SUPOSE QUE COMME DROIT FONDAMENTAL CECI VEUT DIRE QU'IL DOIT ÊTRE SURVEILLÉ PAR LES POUVOIRS PUBLICS, PAR LES AUTORITÉS de PROTECTION de DONNÉES ET PAR LES TRIBUNAUX. DE SORTE TOUTES LES PERSONNES AUXQUELLES SON DROIT FONDAMENTAL À LA PROTECTION PERSONNELLES EST BLESSÉ DOIT AVOIR UNE TUTELLE ADMINISTRATIVE À UNE AUTORITÉ INDÉPENDANTE de CONTRÔLE ET D'UNE TUTELLE JURISDICTIONNELLE.

UNA DE LAS CUESTIONES QUE MERECE ESPECIAL ATENCIÓN DE LAS AUTORIDADES DE PROTECCIÓN DE DATOS ES LA TRANSFERENCIA INTERNACIONAL DE DATOS PERSONALES. EFECTIVAMENTE ESTE ES UNO DE

LOS PUNTOS MÁS COMPLEJOS DEBIDO A LA INTERVENCIÓN DE PARTES QUE TRASCIENDEN EL YA DE POR SÍ COMPLICADO ÁMBITO NACIONAL DÓNDE SE ENCUENTRA SITUADO EL RESPONSABLE DEL FICHERO PARA TRASLADARLO A OTRO LUGAR. LAS IMPLICACIONES APARECEN CORRELATIVAMENTE EN CUANTO QUE ESTAMOS INMERSOS EN UN PROCESO EN PRINCIPIO IRREVERSIBLE DE GLOBALIZACIÓN A TODOS LOS NIVELES, De INTERNACIONALIZACIÓN De EMPRESAS Y PROCESOS DE GESTIÓN EN LOS CUALES LA TRANSFERENCIA INTERNACIONAL DE DATOS PERSONALES Y LA PROTECCIÓN DE LA PRIVACIDAD E INTIMIDAD APARECEN COMO UN ELEMENTO QUE INELUDIBLEMENTE Se DEBE TENER EN CUENTA.

EL MARCO JURÍDICO DE LA TRANSFERENCIA INTERNACIONALES DE DATOS PERSONALES SE ENCUENTRA CONFIGURADO EN DOS VERTIENTES ENTRELAZADAS: LA VERTIENTE COMUNITARIA Y LA ANDORRANA. EN CUANTO A LA VERTIENTE COMUNITARIA ENCONTRAMOS LA TRANSFERENCIA INTERNACIONAL EN LA DIRECTIVA 95/46/ QUE ES LA FUENTE DE LA CUAL EMANA TODA LA NORMATIVA POSTERIOR, NO TAN SOLO EN MATERIA DE TRANSFERENCIA INTERNACIONAL SINO EN CUANTO A LA PROTECCIÓN DE DATOS PERSONALES EN GENERAL, EN CUANTO A LA VERTIENTE ANDORRANA LA LQPD REGULA LA TRANSFERENCIA INTERNACIONAL PROHIBIENDO LAS EXPORTACIONES DE DATOS DE CARACTER PERSONAL CUANDO SE COMPRUEBE PREVIAMENTE QUE EL LUGAR DE DESTINO NO OFRECE UNA PROTECCIÓN EQUIVALENTE AL OTORGADO EN LA UNION EUROPEA. EN LA MEDIDA QUE EL MOVIMIENTO INTERNACIONAL DE DATOS ES LIBRE ENTRE LOS PAISOS DE LA UE, SÓLO SE PRODUCE UNA TRANSFERENCIA INTERNACIONAL DE DATOS CUANDO EL PAÍS DE DESTINO SEA UN PAIS TERCERO, ES DECIR UN ESTADO NO MIEMBRO DE LA UE, COMO ES EL CASO DE ANDORRA. LA LEY PROHÍBE LA EXPORTACIÓN DE DATOS DES D'ANDORRA A PAISES TERCEROS, SALVO QUE ESTOS PAISOS HAYAN SIDO DECLARADOS, COMO DESTINOS SEGUROS O SE HAYA OBTENIDO PREVIAMENT UNA AUTORIZACIÓN DE LA AGENCIA ANDORRANA DE PROTECCIÓN DE DATOS. POR LO TANTO EL REGIMEN REGULADOR DE LAS TRANSFERENCIAS INTERNACIONALES TRATA DE CONCILIAR LA CIRCULACIÓN DE LA INFORMACIÓN SOBRE LAS PERSONAS CON LOS DERECHOS DE LOS AFECTADOS.

LA PRIMERA CUESTION QUE SE PLANTEA ES DETERMINAR CUANDO UN PAIS OFRECE UN NIVEL ADECUADO DE PROTECCIÓN ES DECIR CUANDO SE CONSIDERA QUE SU REGULACION INTERNA INCORPORA EL NUCLEO ESENCIAL DE PRINCIPIOS DE PROTECCIÓN DE DATOS.

UN SISTEMA «ADECUADO» HA De OFRECER TANTO UN NIVEL SATISFACTORIO DE CUMPLIMIENTO DE LAS NORMAS COMO UN APOYO Y ASISTENCIA A LOS INTERESADOS EN EI EJERCICIO DE SUS DERECHOS, Y VÍAS ADECUADAS DE RECURSO A LOS CUALES RESULTEN PERJUDICADOS EN EL SUPUESTO DE QUE NO Se OBSERVEN LAS NORMAS. DE ACUERDO CON LA DIRECTIVA, TANTO LOS ESTADOS MIEMBROS COMO LA COMISIÓN ESTÁN FACULTADOS PARA REALIZAR La EVALUACIÓN DEL NIVEL ADECUADO DE PROTECCIÓN. ESTA EVALUACIÓN PUEDE PROYECTARSE SOBRE EL PAÍS TERCERO DE DESTINO (ARTÍCULO 25) O BIEN SOBRE LAS GARANTÍAS QUE OFREZCA EL RESPONSABLE DE TRATAMIENTO, ES DECIR, INSTRUMENTOS AD HOC, ESPECIALMENTE DE NATURALEZA CONTRACTUAL (ARTÍCULO 26)

EL CONSEJO Y EL PARLAMENTO FACULTARON A LA COMISIÓN PARA DECIDIR SOBRE LA BASE DEL ARTÍCULO 25 (6) DE LA DIRECTIVA 95 / 46 / QUE UN PAÍS TERCERO OFRECE UN NIVEL ADECUADO DE PROTECCIÓN EN BASE A SU LEGISLACIÓN INTERNA O A COMPROMISOS A NIVEL INTERNACIONAL.

EL EFECTO DE TAL DECISIÓN ES QUE LOS DATOS PERSONALES PUEDEN CIRCULAR LIBREMENTE DESDE LOS ESTADOS MIEMBROS DE LA UE A UN PAIS TERCERO SIN TENER QUE ADOPTAR GARANTIAS SUPLEMENTARIAS.

CON EL OBJETIVO DE FACILITAR A LOS RESPONSABLES DEL TRATAMIENTO LA TRANSFERENCIA INTERNACIONAL DE DATOS AL PRINCIPADO DE ANDORRA, QUE COMO HEMOS VISTO ES UN PAIS TERCERO, LA AGENCIA ANDORRANA DE PROTECCIÓN DE DATOS PROPUSO AL GOBIERNO DE ANDORRA EL INICIO DE LOS TRAMITES DE ADECUACION ANTE LA COMISION EN BASE A LOS ARTICULOS 25 Y 26 DE LA DIRECTIVA Y AL DOCUMENTO DE TRABAJO WP 12 ADOPTADO POR EL GRUPO DEL ARTICULO 29.

EL CAPITULO II DE DICHO DOCUMENTO DE TRABAJO PREVEE LAS CONDICIONES REQUERIDAS A LOS PAISES QUE SE HAN ADHERIDO AL CONVENIO T 108 DEL CONSEJO DE EUROPA Y AL PROTOCOLO ADICIONAL DEL MISMO.

MEDIANTE UN INTERCANVIO DE CARTAS ENTRE EL MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES Y LA DIRECCION DE JUSTICIA Y LIBERTAD DE LA COMISION SE INICIÓ EL PROCESO DE ADECUACIÓN. A PRINCIPIOS DE ESTE AÑO UN EXPERTO INDEPENDIENTE REDACTÓ EL INFORME SOBRE EL NIVEL DE ADECUACIÓN DE ANDORRA, PARA A CONTINUACION ACLARAR PRESENCIALMENTE AQUELLAS CUESTIONES QUE EL GRUPO DEL ARTICULO 29 CONSIDERÓ CONVENIENTES. ACTUALMENTE LOS TRAMITES ESTAN EN LA FASE DE INFORME FINAL DEL GRUPO DEL ARTICULO 29.

SOMOS CONSCIENTES QUE LA ADHESION AL CONVENIO DEL CONSEJO DE EUROPA COMPORTA EL CONTENIDO DE CINCO DE LAS SEIS CONDICIONES MÍNIMAS DE PRINCIPIOS FNDAMENTALES PERO TAMBIEN SOMOS CONSCIENTES DE QUE LA LEGISLACIÓN ANDORRANA DE PROTECCIÓN DE DATOS ES MUY SIMILAR A LA DE LOS PAISES DE SU ENTORNO POR LO QUE SOMOS OPTIMISTAS EN LA RESOLUCION FINAL DE LA ADECUACIÓN, AFIRMANDO QUE SE DAN LAS GARANTIAS NECESARIAS PARA LA SALVAGUARDA DE LOS PRINCIPIOS RELATIVOS A PRESERVAR LOS DERECHOS Y LIBERTADES FUNDAMENTALES DE LAS PERSONAS INTERESADAS Y LAS OBLIGACIONES DE LOS RESPONSABLES DEL TRATAMIENTO, GARANTIZANDO POR PARTE DE LA AUTORIDAD ANDORRANA EL CONTROL NECESARIO PARA ULTERIORES TRANSFERENCIAS, DE MANERA QUE ANDORRA NO SEA UN PARAISO DE DATOS PERSONALES.

EN CONCLUSIÓ, PODEM AFIRMAR QUE LA RATIFICACIÓ PEL PRINCIPAT D'ANDORRA DEL CONVENI 108 I DEL SEU PROTOCOL ADDICIONAL, QUE fan FUNCIÓ DE DRET VIGENT I DIRECTAMENT APLICABLE EN PRINCIPAT, I LA CIRCUMSTÀNCIA DE L'APLICACIÓ EFECTIVA PER PART DEL APDA, SÓN ELEMENTS QUE JUSTIFIQUEN EL COMPROMÍS D'ANDORRA QUANT A LA PROTECCIÓ DE LES DADES I LA SEVA INTENCIÓ FERMA DE DESENVOLUPAR EL NIVELL DE PROTECCIÓ DE LES DADES PERSONALS PER A ADAPTAR-LO A Ies EXIGÈNCIES DE LA UNIÓ EUROPEA.

GRACIES.

Joan Crespo Piedra

Cap de l'Agència Andorrana de Protecció de Dades